

YÉMEN

Entente à Mascate entre l'envoyé spécial de l'ONU et les Houthis ?

La discrète médiation omanaise a permis de réunir une nouvelle fois à Mascate, les représentants des différentes parties politiques yéménites et l'envoyé spécial de l'ONU, Ould Cheikh qui auraient trouvé une entente sur les différents points du nouveau plan de paix de l'ONU, ouvrant ainsi la voie à la fin du conflit au Yémen, après la recomposition régionale induite par l'accord nucléaire iranien.

Selon des sources bien informées, les pourparlers, non officiels, entre Ahmed Ould Cheikh et les représentants d'Ansar Allah (Houthis) et du parti du Congrès général de l'ancien Président Ali Abdallah Saleh, auraient abouti, le 10 août, à Mascate (Oman), à une entente sur le nouveau plan onusien. Ould Cheikh doit se rendre ensuite à Riyad pour discuter avec les responsables saoudiens et le Président démissionnaire yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi, exilé à Riyad, avant de présenter son rapport au Conseil de sécurité de l'ONU, mercredi 12 août. Ould Cheikh Ahmed, qui a rencontré durant deux jours les représentants d'Ansar

Allah (Houthis) et du parti du Congrès général de l'ancien Président Ali Abdallah Saleh, a qualifié ces pourparlers «d'efficaces et positifs». Il y a eu, selon le quotidien yéménite *Annahar Press*, un «accord total» sur les points discutés autour du plan en sept points avec l'envoyé spécial de l'ONU, lors de ces rencontres à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, en présence de certains acteurs régionaux et internationaux. Selon des sources bien informées, les représentants du mouvement houthi auraient accepté la résolution onusienne 2216 qui prévoit le retrait des villes, des points qu'ils contrôlent, points qu'ils rejetaient jusque-là et qui avaient fait capoter les négociations à Genève à la mi-juillet dernier et la trêve humanitaire qui devait débiter avec le mois sacré du Ramadhan. Selon les observateurs, cet accord avec les deux principaux acteurs sur le terrain militaire que sont Ansar Allah et les partisans de Ali Abdallah Saleh pourrait ouvrir la voie pour mettre fin à un conflit qui a déjà fait plusieurs milliers de victimes civiles et détruit l'essentiel des infrastructures de ce pays, depuis le 26 mars, date de l'intervention militaire de la coalition arabe menée par l'Arabie Saoudite et qui se poursuit encore. Selon ces mêmes observateurs,

cet accord, qui reste à être officialisé, n'est pas étranger à l'onde de choc créée par l'autre accord, l'accord nucléaire iranien (5+1), qui a constitué une nouvelle recombinaison géopolitique dans la région dont a été victime le Yémen. En effet, la grande contre-offensive terrestre et maritime saoudienne, appuyée par les Emirats arabes unis contre le Sud-Yémen où les Houthis ont perdu leurs principales positions, a coïncidé avec la date de la signature de l'accord nucléaire iranien, le 14 juillet à Vienne. Suite à cet accord nucléaire, l'Arabie Saoudite, qui s'est vu détrônée dans son rôle de puissance régionale, se sentant «trahie» par les Etats-Unis, principal artisan des négociations avec Téhéran, s'est alors tournée vers la Russie où se trouve d'ailleurs actuellement le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel Al Djoubeir qui a évoqué avec le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov les voies de règlement des crises en Syrie et au Yémen et aussi comment lutter contre le terrorisme dans la région, a rapporté samedi le ministère russe des Affaires étrangères. Le changement de l'Arabie Saoudite, qui ne diabolise plus le mouvement des Houthis, affirmant qu'il a sa place sur la scène politique yéménite, ne doit pas être étranger aux

importants attentats terroristes, alors que son intervention au Yémen a favorisé l'implantation de Daesh et permis de renforcer Al-Qaïda — qui occupent désormais une importante région au Sud-Yémen, Hadramaout (riche en hydrocarbures). Mais il doit surtout être lié à la sécurité du royaume, où se déroulent des luttes de pouvoir au sein de la famille royale, conjuguées aux attaques des combattants d'Ansar Allah à ses frontières (Jizan, Nahrn), régions pétrolières et à dominante chiite, anciennement faisant partie du territoire du Yémen et où des mouvements n'hésitent plus à revendiquer le retour à la mère patrie ! L'Arabie Saoudite se dit même prête à «construire de bonnes relations avec l'Iran», selon Adel Al Djoubeir, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue allemand, Frank-Walter Steinmeier, à Berlin lundi dernier, à condition que Téhéran change «sa politique hostile» dans la région Moyen-Orient». «L'Iran doit éviter d'interférer» dans les affaires intérieures du golfe Persique. Les pays riverains et arabes y compris le Yémen, l'Irak, le Liban et la Syrie, a-t-il affirmé», rapporte *Echark Al-Awsat*, cité par l'agence de presse iranienne *Al Alam*.

Houria Aït Kaci

LIBYE

Démission surprise du Premier ministre Abdallah Al-Theni

Le Premier ministre libyen, du gouvernement siégeant à Tobrouk (Est), Abdallah Al-Theni a annoncé mardi sa démission, alors qu'un nouveau round du dialogue interlibyen s'est tenu dans la journée aux Nations Unies à Genève sous la direction de l'émissaire de l'ONU en Libye Bernardino Leon.

«Le Premier ministre libyen Abdallah Al-Theni a annoncé (...) sa démission en direct» pendant un talk-show sur une chaîne télévisée libyenne, a indiqué l'agence LANA, ajoutant que le Premier ministre «soumettra officiellement sa démission au Parlement dimanche». Durant le talk-show, M. Al-Theni a essuyé un feu de critiques de téléspectateurs sur l'incurie de son gouvernement, incapable d'assurer des services de base comme l'électricité ou de mettre fin à l'insécurité dans les zones sous son contrôle.

«Si ma démission est la solution, alors je l'annonce ici», a déclaré le Premier ministre, qui avait échappé à une tentative d'assassinat en mai dernier à Tobrouk. Plus de trois ans après la destitution de l'ancien leader Maâmmar El-Gueddafi, la Libye reste prisonnière d'une longue crise politico-sécuritaire, aggravée notamment, par la montée en puissance de groupes terroristes tels que l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (EI/Daesh). La Libye compte, depuis des mois, deux Parlements — et deux gouvernements — rivaux, l'un basé à Tripoli sous la coupe de la coalition de milices Fajr Libya, et l'autre à Tobrouk (est), le seul reconnu par la communauté internationale. Les protagonistes de la crise libyenne se sont engagés dans un processus de dialogue, dirigé par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul). Les différents rounds du dialogue interlibyen ont conduit à la rédaction de quatre projets d'accord, mais, jusque-là, aucun n'a fait le consensus des différentes parties. Sur fond d'espoir pour la formation d'un gouvernement d'union nationale comme solution idoine pour sortir le pays de la profonde crise politique et sécuritaire qui le secoue depuis plusieurs mois, une nouvelle session de pourparlers de paix interlibyen s'est tenue mardi à Genève sous la direction de M. Leon. «L'objectif de l'ONU, qui nous a été

présenté ce matin par l'émissaire est qu'au début septembre, nous ayons cet accord ratifié et espérons aller à l'Assemblée générale à New York le 21 septembre avec un nouveau gouvernement et un accord global», a expliqué aux journalistes Mohammad Ali Abdullah Addarrat, président du parti Front national libyen, un parti libéral issu de la lutte contre l'ancien régime de Maâmmar El-Gueddafi. L'émissaire des Nations Unies en Libye a expliqué aux journalistes qu'il cherchait dans les trois semaines à travailler avec toutes les factions libyennes pour affiner les annexes du dernier projet d'accord et parvenir à la formation début septembre d'un gouvernement d'unité nationale. «Les annexes du texte sont en premier le gouvernement d'unité nationale, en second les priorités de ce nouveau gouvernement, en troisième place la composition, le fonctionnement, le budget des institutions de l'Etat libyen. Il y a également les arrangements de sécurité (...) et les priorités pour les institutions économiques indépendantes», a détaillé l'émissaire de l'ONU. A Genève, les réunions de mardi ont eu lieu séparément, entre chaque faction et l'émissaire, ont rapporté les médias. Une délégation du Congrès général national (CGN, Parlement de Tripoli) s'est



Abdallah Al-Theni a annoncé sa démission mardi dernier.

jointe aux discussions, selon l'ONU. M. Addarrat a expliqué qu'avec leur participation, on pouvait espérer trouver le moyen de répondre à leurs objections sur l'accord afin de fournir des «assurances crédibles, pas des assurances politiques pour avoir simplement un accord cosmétique».

A Rome, le ministre italien des Affaires étrangères Paolo Gentiloni a estimé que «la

participation des représentants du Congrès général national (...) représente un pas dans la bonne direction [mais] seuls la confrontation et le dialogue entre les parties à la table des négociations permettront d'affronter les questions encore en suspens, afin que la Libye puisse finalement tourner la page et reprendre le chemin de la réconciliation et du développement démocratique».

IMMIGRATION CLANDESTINE

Environ 60 disparus dans un canot en difficulté repéré mardi au large de la Libye

Des migrants secourus mardi sur un canot à moitié submergé au large de la Libye ont fait état d'une soixantaine de disparus, a indiqué mercredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Mardi après-midi, un hélicoptère de la marine italienne inspectant la zone a repéré un canot pneumatique en partie dégonflé et submergé, et a immédiatement largué des radeaux de survie pour les dizaines de migrants encore entassés sur l'embarcation, a expliqué la marine. Arrivé peu après sur les lieux, la corvette «Fenice», qui venait de porter secours à 119 migrants à bord d'un autre canot, a secouru 52 personnes sur les

lieux. Deux autres migrants, accrochés à un baril, ont été repérés par un hélicoptère et hélitreuillés. L'OIM a pour sa part fait état de 54 personnes secourues dans un premier temps et arrivées dans la nuit à Lampedusa, l'île italienne la plus proche des côtes africaines, et de trois survivants repêchés ensuite. Selon les premiers éléments fournis par les survivants à un représentant de l'OIM à Lampedusa, il y avait entre 117 et 120 personnes à bord du canot, tous originaires d'Afrique subsaharienne (Ghana, Mali, Nigeria, Cameroun...). Il n'y avait pas d'enfant à bord, mais 32 femmes, dont moins d'une quinzaine figurent parmi les survivants. Selon la marine italienne, aucun appel de détresse n'avait été lancé depuis le

canot en perdition. Si l'hélicoptère n'avait pas patrouillé dans la zone, il aurait pu couler sans laisser de trace. «On peut dire combien de personnes sont arrivées mais on ne saura jamais combien sont parties. C'est plus rare maintenant en raison du nombre de bateaux dans la zone, mais c'est sûr qu'il y a eu des naufrages dont personne ne saura jamais rien», a affirmé Flavio Di Giacomo, porte-parole de l'OIM en Italie. Selon un dernier bilan du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) dressé en milieu de semaine dernière, quelque 224 000 migrants sont arrivés cette année en Europe par la mer — 98 000 en Italie et 124 000 en Grèce — et plus de 2 100 ont trouvé la mort en tentant la traversée.